

# Le Québec au bord du gouffre ?



**KHALID  
ADNANE**  
ANALYSE

Collaboration spéciale

Depuis son élection, le gouvernement Couillard a clairement fait de l'assainissement des finances publiques du Québec — et de l'atteinte de l'équilibre budgétaire — son cheval de bataille, et ce, dès le prochain exercice financier, soit 2015-2016. En ce sens, une série de mesures ont été annoncées : réorganisation des structures dans le ministère de la Santé et des Services sociaux, réforme réduisant le nombre de commissions scolaires, coupes substantielles dans les budgets des universités et des cégeps, modulation du tarif des garderies subventionnées selon le revenu familial, et, à deux reprises, réduction dans les transferts aux municipalités. Et cette semaine, pour poursuivre sur le même élan, le gouvernement libéral a annoncé une restructuration majeure de l'appareil étatique québécois, notamment à travers des réductions d'effectifs dans la fonction publique d'au moins 2 %.

Afin de justifier cette orthodoxie budgétaire — plutôt exprimée — et les mesures d'austérité qui s'y rattachent, on brandit tantôt le modèle distinctif de l'Allemagne prospère tantôt le spectre des pays fragiles de la zone euro, notamment la Grèce : dans le premier cas pour justifier les bienfaits (et les gains) d'une telle démarche (pour ne pas

dire, faire rêver) et dans le second pour mettre en garde contre une possible catastrophe budgétaire. Pourtant, le Québec ne partage réellement pas beaucoup de choses avec l'Allemagne et encore moins avec la Grèce.

## Le modèle ?

Dans le premier cas, il est vrai que la situation de l'Allemagne est assez enviable et qu'on a souvent tendance à louer sa réussite économique et à souligner les réformes et les sacrifices qui l'y ont amenée, avec raison d'ailleurs. Cependant, ce qu'on a tendance à oublier, c'est que ces changements majeurs entamés par le chancelier Gerhard Schröder au début des années 2000 et connus sous l'appellation « Hartz » (en référence à Peter Hartz, ancien cadre chez Volkswagen et initiateur de ces réformes) ont été mis de l'avant dans le contexte de la réunification allemande.

En effet, au lendemain de la chute du mur de Berlin, l'Allemagne de l'Ouest prospère doit intégrer une Allemagne de l'Est (la RDA) « pauvre et sous-employée ». C'est un bouleversement majeur de l'économie ouest-allemande et notamment, du marché du travail ainsi que du système de protection sociale. Du coup, ce sont des millions de travailleurs (ou de potentiels chômeurs) que le gouvernement ouest-allemand doit intégrer. Comment le gouvernement de l'époque pouvait-il rester indifférent à une situation semblable? De plus, ces transformations structurelles majeures que l'Allemagne avait opérées à l'époque ont



ARCHIVES LA TRIBUNE

**Le Québec se trouve-t-il au bord du gouffre? En tout cas, la province est vraiment à des années-lumière de la situation dramatique dans laquelle se trouve la Grèce. Il suffit de rappeler que contrairement au Québec, la Grèce a une économie très peu ouverte et peu diversifiée.**

nécessité un large consensus social, à l'image du « dialogue social » auquel le gouvernement est censé convier la population québécoise et qui n'a toujours pas eu lieu.

## Le spectre

Dans le deuxième cas, celui de la Grèce, le Québec est vraiment à des années-lumière de la situation dramatique dans laquelle elle se trouve. Il suffit de rappeler que contrairement au Québec, la Grèce a une économie très peu ouverte et peu diversifiée. De plus, sur le plan de la gouvernance, elle affiche un indice de corruption inquiétant selon le classement de « Transparency International 2013 » (en termes de corruption, on note un score deux fois plus signi-

ficatif que celui du Canada) et sur le plan de l'évasion fiscale, elle fait face à une économie parallèle significativement importante au point qu'elle représente plus du tiers de son activité économique, donc de son PIB, ce qui n'est pas le cas du Québec.

Par ailleurs, les agences de notation (comme Moody's ou Standard & Poor's) n'ont pas décrété de décote sur les obligations québécoises (encore moins à répétition) et celles-ci continuent à bien se transiger sur les marchés, à des taux très favorables. On est vraiment loin du drame grec où les décotes successives ont ramené les obligations grecques à l'état d'obligations pourries (Junk Bonds), si bien que le FMI a dû lui venir en

aide pour la sortir du gouffre.

Mais au-delà de toutes les analogies qu'on puisse faire, bonnes ou mauvaises, le débat sur l'assainissement des finances publiques et l'atteinte de l'équilibre budgétaire ne doit laisser personne indifférent. Dans toute société démocratique, le moindre lucide ou le moindre solidaire, ce débat doit naturellement avoir lieu, cela est sain, voire impératif. Mais, encore faut-il échapper aux solutions magiques et aux idées préconçues!

## Le recul

Enfin, lorsqu'on observe la crise qui assaille actuellement l'Europe et plus particulièrement la zone euro, on réalise que la grande majorité des pays membres se mènent pour atteindre la cible fixée dans le cadre des critères de convergence du traité de Maastricht, soit un déficit maximal de 3 % du PIB. Seuls quelques pays y parviennent, entre autres, les Pays-Bas (2,5 %), l'Autriche et la Finlande (2,1 %), la Suède (1,1 %), et bien évidemment l'Allemagne et le Luxembourg avec des légers surplus : respectivement 0,1 % et 0,6 % du PIB. Pendant ce temps-là, des pays comme le Royaume-Uni ou la France présentent, respectivement, un déficit de 5,5 % du PIB et 4,3 % du PIB.

En ce sens, pourquoi, nous, au Québec, avec un déficit d'à peine 0,6 % du PIB sommes-nous, tout d'un coup, sur le bord du gouffre?

*Khalid Adnane est économiste à l'école de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.*

## Un chemin long et ardu pour l'État

L'année 2014, et son intense activité politique sur la scène provinciale a débouché sur un automne haut en couleur, qui vient de s'écouler tambour battant en s'illustrant par une activité parlementaire très soutenue dans un contexte économique moribond au Québec, et dont les perspectives sont incertaines. L'investissement des entreprises stagne au niveau où il était au début de 2011 et, depuis un an, le Québec a perdu 30 000 emplois tandis qu'il s'en est créé presque 100 000 en Ontario. Le rapport automnal du Conference Board du Canada, dévoilé le 27 novembre, projette ainsi que la croissance du Québec en 2015, estimée à 2,0 %, serait la plus faible au Canada, juste avant celle du Nouveau-Brunswick avec 1,6 %.

On pourrait s'interroger longuement sur les origines de ce mal qui freine la croissance du Québec lorsque l'on se compare à la performance de nos voisins. Certes, nous finirons bien par en tirer profit, comme

c'est déjà le cas pour les entreprises exportatrices qui ont vu leur volume cumulé croître de 7,7 % pour les trois premiers trimestres 2014 comparativement à 2013 pour la même période (contre une hausse de 5,3 % au Canada). Ce que l'on retiendra donc probablement de la mise à jour économique du gouvernement du Québec à venir, c'est que, même si l'économie du Québec traîne la patte, on sent qu'il existe un potentiel à libérer; encore faut-il s'y attaquer.

Rappelons que, lors de son premier budget, en juin dernier, le ministre des Finances, Carlos Leitão, anticipait un déficit de 3,1 G\$ pour l'exercice budgétaire 2013-2014, et de 2,35 G\$ en 2014-2015. Mais la marche demeure haute pour redresser l'état de nos finances publiques, et la prochaine mise à jour économique, annoncée dans quelques jours, servira à en mesurer l'ampleur. Il ne faut donc pas se surprendre que plusieurs gestes forts aient été annoncés au cours des derniers mois,



**Yves Thomas Dorval**

visant surtout la colonne des dépenses. Prêchant par l'exemple, le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, répétait avec fermeté le 24 novembre l'intention du gouvernement d'en découdre avec les déficits pour 2015-2016 en annonçant une « réduction de la taille de l'État » de manière à dégager

690 M\$ « sans affecter le panier de services », une affirmation que nous ne devrions plus prononcer.

D'ici au prochain budget provincial, tout reste à faire. Les syndicats des employés du gouvernement préparent une renégociation des conventions collectives en 2015 qui s'annonce déjà âpre, et l'opinion publique est volatile. Le gouvernement a annoncé l'échafaudage d'un « État du 21<sup>e</sup> siècle » — il faudra tout de même le définir un jour —, une restructuration des réseaux de la santé et des commissions scolaires, une révision de la fiscalité et une optimisation de plusieurs programmes gouvernementaux. Soyons honnêtes, ces intentions ne sont le monopole d'aucun parti. Pourtant, on entend à nouveau la sempiternelle rengaine « j'ai jamais voté pour ça », alors qu'ils auront été au moins trois partis à nous promettre un « grand ménage », d'une manière ou d'une autre.

La principale question que

nous devrions donc nous poser au cours des prochains mois est de savoir pourquoi le Québec devrait toujours être plus généreux qu'ailleurs en Amérique du Nord alors que sa richesse collective est plus faible et sa dette publique plus élevée. Il faut surtout se demander comment accroître notre richesse collective tout en modulant nos programmes et nos dépenses en fonction de notre capacité de payer.

Il faudra donc que le gouvernement focalise aussi sur ce qui devrait être fait dans la colonne des revenus pour relancer la confiance des entrepreneurs et des investisseurs, et stimuler les investissements, le marché de l'emploi et l'économie en général. Si les objectifs de la colonne des revenus ne sont pas au rendez-vous, le retour à l'équilibre n'en sera que plus difficile encore.

**Yves Thomas Dorval**

Président du Conseil du patronat du Québec